Investissement étranger—Loi

Il est intéressant de consigner au compte rendu les résultats d'un sondage récent effectué par le Conseil économique des provinces atlantiques qui a saisi ses membres de la proposition suivante:

Quelle importance les sociétés d'expansion provinciales devraient-elles donner aux facteurs suivants dans l'évaluation d'entreprises:

propriétaires établis au Canada;

propriétaires établis dans les provinces atlantiques;

propriétaires établis dans la province.

En somme, presque tous ceux qui ont répondu ont signalé, explicitement ou implicitement, qu'il fallait que le Canada appartienne aux Canadiens. Je tiens à souligner que nos concitoyens des régions défavorisées ne se préoccupent pas uniquement de la grave question de la prise de contrôle étrangère de notre économie, toute importante qu'elle soit. Ils se soucient de leur bien-être personnel. Compte tenu de l'expérience qu'ils ont acquise pour avoir traité avec le gouvernement fédéral, l'application d'une mesure comme celle-ci ne laisse pas de les inquiéter. Ils continueront de s'inquiéter, à moins qu'on ne leur fournisse toutes les chances d'apporter leur contribution et de donner leur avis.

Quoi qu'il en soit, je déclare encore une fois que cette mesure législative, surtout si le gouvernement est raisonnable et accepte de modifier son approche au moyen d'amendements, est au moins un commencement et qu'en ce sens, le gouvernement mérite des félicitations. Qu'il me soit permis de citer un vieux proverbe chinois: «C'est par un pas que débutent les plus longs voyages»; puis un autre: «Une affaire mal partie parfois se termine bien».

Nul doute qu'une nouvelle politique d'expansion nationale s'impose au Canada. Une politique appropriée aiderait à combler une lacune qui existe certainement de nos jours. Le gouvernement devra prévoir bien des mesures positives qu'on trouve dans ce projet de loi.

La position que prend le gouvernement du Québec à l'endroit de cette mesure est vraiment intéressante. C'est celle d'une province qui a toujours très scrupuleusement protégé les prérogatives provinciales tout en réclamant tous ses droits dans la Confédération canadienne. Dans l'exposé du Québec, cette province faisait observer que tout en n'ayant pas l'intention de faire de la répartition des pouvoirs entre les deux échelons de gouvernement dans les questions économiques le seul critère d'évaluation du bill C-132, le gouvernement québécois considérait néanmoins que le présent bill entrerait dans un domaine de compétence qui imposait en grande partie des responsabilités dont, à vrai dire, il s'était acquitté jusqu'à maintenant. N'est-ce pas un fait, soulignait le mémoire du Québec, que le pouvoir du Québec en matière de développement des ressources naturelles, de développement régional, de transports et de communications, sera directement touché par ce projet de loi? Le Québec, par conséquent, jugeait inopportun que le gouvernement fédéral s'arroge l'application générale de la législation régissant les investissements étrangers en tant que tels, sans reconnaître officiellement la nécessité d'obtenir le consentement des provinces intéressées.

Mais même en faisant abstraction de l'opportunité d'une telle intervention fédérale, sur laquelle insistait le Québec,

[M. MacKay.]

il reste que, pour être acceptable pour le Québec, tout projet de loi devrait reconnaître explicitement les économies régionales et respecter les juridictions provinciales. C'est avec de telles considérations à l'esprit que j'ai fait inscrire certains amendements dont la Chambre sera bientôt saisie. Nous voyons une fois de plus exprimé le souci très raisonnable de consultations avec les provinces et d'apports des provinces, défendu par le Québec, qui a toujours joué un rôle très actif à cet égard.

Considérez par exemple l'inquiétude manifestée par les provinces, dans les domaines de leur ressort, envers l'acquisition de terres par des étrangers. Cet aspect dépasse évidemment le cadre de la loi que nous étudions aujourd'hui. Mais il convient de souligner que les provinces de l'Est du Canada ont déjà pris des mesures pour limiter l'utilisation des terres par des éléments étrangers et elles démontrent une inquiétude philosophique pour toute cette question.

Je préférerais, monsieur l'Orateur, que l'on limite et contrôle la mainmise étrangère sur notre économie par des mesures plus positives. Au lieu d'aborder la question par la présentation d'une loi intitulée «loi sur l'examen de l'investissement étranger», le gouvernement devrait, à mon avis, aborder le problème en proposant une loi qui pourrait s'appeler plutôt «loi sur les stimulants au développement au Canada». Une telle loi serait plus conforme aux aspirations des Canadiens à la fin du XX^e siècle et correspondrait mieux à la situation commerciale mondiale. J'aimerais mieux que nous adoptions, au lieu d'une attitude négative, des politiques fiscales avantageuses pour les Canadiens et les sociétés canadiennes. Elles comprendraient un programme plus souple de crédits fiscaux et de gains en capital et d'autres modifications à la loi de l'impôt, qui donneraient l'avantage aux Canadiens sur leur propre territoire de manière que la présence d'étrangers n'entrave pas leur activité.

On constate avec effroi qu'en dépit des efforts pour corriger les injustices faites aux hommes d'affaires canadiens qui, chez eux, passent après les étrangers, le gouvernement refuse d'activer la suppression de ces paradoxes tout en cherchant à restreindre les investissements étrangers. A quoi bon fermer la porte à clef, si on laisse la fenêtre ouverte, ou vice versa. M. I. H. Asper, expert fiscal reconnu, d'une grande influence au sein du parti libéral du Canada...

Une voix: Quelle influence!

M. MacKay: Un député vient de dire: «Quelle influence!». Mais M. Asper est un homme politique bien connu et il est certainement un excellent conseiller fiscal. Il a souligné avec énergie comment une décision récente de la Cour fédérale expose au grand jour les défauts de la politique fiscale à l'égard des Canadiens. L'effet de cette décision est de donner en vertu de notre loi fiscale actuelle un traitement de faveur aux sociétés affiliées qui ne se rattachent qu'à une société non canadienne à laquelle la loi fiscale du Canada ne s'applique pas.

Voici ce que dit M. Asper:

La loi actuelle est injuste. Si un groupe d'entreprises américain ainsi structuré paie environ la moitié des impôts que paierait un groupe canadien analogue, il est évident que des modifications s'imposent. Et ces modifications ne doivent pas éliminer le privilège réservé aux citoyens américains mais bien l'étendre aux Canadiens.